

À qui profite la réforme des retraites de la macronie ? À BlackRock !



[Source : jeune-nation.com via strategika.fr]

Depuis plusieurs années, BlackRock se montre extrêmement intéressé pour mettre la main, via ses clients (assureurs, banques...), sur une partie de l'épargne des Français, afin de l'orienter vers l'épargne-retraite.

BlackRock, comme les autres « assets managers » hexagonaux, a participé au lobbying pour la loi Pacte, votée en 2019, qui fait la part belle aux produits d'épargne retraite par capitalisation. Le géant de la gestion d'actifs ne s'est jamais caché de s'intéresser, comme ses concurrents, au marché de l'épargne retraite en France. C'est même dans son ADN, comme l'expliquait de manière très transparente l'ancien directeur général de BlackRock France en 2013, au moment où le gouvernement Ayrault présentait sa propre réforme du financement des retraites.

« Les retraites, c'est un thème clé pour BlackRock. BlackRock s'est construit en gérant les capitaux de fonds de pension et fonds souverains. L'évolution des problématiques de retraite en France et dans le monde fait que BlackRock doit s'adresser aux particuliers ; même si BlackRock ne travaillera pas en direct avec les particuliers mais via des partenariats avec de grosses banques et des assureurs », affirmait sur le plateau de BFM Business le dirigeant.

Et la macronie s'est coupée en quatre pour attirer l'attention de BlackRock, qui attend d'un président qu'il fasse les « réformes favorables aux entreprises ».

Macron et BlackRock

Sur ce point, on peut dire qu'Emmanuel Macron n'a pas lésiné sur les moyens. En plus d'avoir baissé la fiscalité du capital et lancé les réformes du marché du travail, de l'assurance chômage, de la santé et des retraites, il entretient des contacts réguliers avec Larry Fink. Le grand patron a ainsi été reçu à l'Élysée et à Matignon dès juin 2017, avant même que les représentants de l'association française des gestionnaires d'actifs n'y soient conviés.

Pour maintenir les liens, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, est ensuite envoyé à New York pour promouvoir la « marque » France. Et le 26 octobre 2017, comme l'a révélé le *Canard Enchaîné*, le président de la République privatise les salons de l'Élysée pour recevoir à nouveau les dirigeants de BlackRock en compagnie de ses ministres.

Bref, il met tout en œuvre pour montrer au géant Wall Street que la France n'est plus ce pays réputé « réfractaire » aux réformes économiques d'obédience libérale-mondialiste.

Depuis lors, le travail de séduction d'Emmanuel Macron paie. Larry Fink a appelé les investisseurs internationaux à investir la France. Et le gestionnaire d'actifs ne tarit pas d'éloges à l'égard de la politique menée par « *l'ancien banquier d'investissement pro-européen* » de chez Rothschild, Emmanuel Macron.

BlackRock donne ses directives

Isabelle Mateos y Lago, la conseillère du vice-président de BlackRock, Philip Hildebrand, donnait ensuite ses directives précises : elle espère alors, la mise en place effective « *d'une vraie réforme du marché du travail* », des « *coupes intelligentes et durables dans les dépenses publiques* », et des « *baisses d'impôts à terme, pour les entreprises* ». Ce à quoi la macronie va s'atteler fissa.

En septembre 2017, Isabelle Mateos y Lago se félicitait aussi que la « *réforme du marché du travail* » ait « *bien démarré* » et que « *toute une série de réformes devrait prochainement être adoptée sans trop de protestations.* »

En 2018, BlackRock a dépensé 1,5 million d'euros en lobbying à Bruxelles sur le sujet des retraites et en juin 2019, BlackRock a publié une feuille de route pour la France en matière de retraite (cf : « *On vous explique la polémique sur BlackRock, ce fonds d'investissement soupçonné de vouloir imposer la retraite par capitalisation en France* », Francetvinfo.fr, 17/12/2019). Larry Fink a été une nouvelle fois reçu à l'Élysée en juillet 2019 pour parler « *investissements responsables* ».

Le document de lobbying cité ci-dessus s'intitule « *Loi Pacte : le bon plan Retraite* ». La loi Pacte, portée par le ministre Bruno Lemaire a été adoptée le 11 avril 2019. Elle avait de quoi réjouir le gestionnaire d'actifs. Elle a créé en effet de nouveaux plans d'épargne retraite individuels et collectifs qui offrent une grande flexibilité de gestion, elle simplifie et renforce les systèmes de retraite par capitalisation.

Voilà la raison de l'entêtement macronien à réaliser « sa » réforme des retraites, malgré les vents et marées contraires ou inopportuns, tels que gilets jaunes, pandémie ou conflit en Ukraine.

À qui profite la retraite à 64 ans ? À BlackRock

La dernière étude d'Euronext montre que BlackRock possédait 1,9 % du CAC fin 2017, avec des participations autour de 5 % dans une vingtaine de multinationales françaises.

D'après *Les Echos*, l'encours de dettes françaises détenues par BlackRock a doublé pour atteindre 32 milliards de dollars en août 2018. Le géant maintient également ses expositions à près de 100 milliards de dollars aux actions françaises, et reste l'un des principaux actionnaires du CAC 40, derrière les familles Arnault, Bettencourt.

En 2022, BlackRock étant devenu l'un des principaux actionnaires du CAC 40, le gestionnaire de fonds dispose maintenant de participations conséquentes dans au moins 18 multinationales françaises : BNP Paribas, Axa, Renault, Bouygues, Total, Vivendi, Société générale... Blackrock, possède plus de parts dans les entreprises du CAC40 que... l'État Français.

BlackRock figure ainsi mécaniquement parmi les principaux bénéficiaires des très importants dividendes versés par les entreprises du CAC 40 chaque année.

Le fonds de gestion profite donc largement du cash que les multinationales françaises distribuent au détriment de l'investissement, des salaires et... des cotisations sociales, dont la retraite..